



Conseil général
Échange

A0607-CG-057

**Analyse de la conjoncture économique - Finances publiques,
cadres financiers des partis politiques et élections québécoises**

Document complet

21 mars 2007

- Siège social
- Bureau de Québec

Centrale des syndicats du Québec
9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3
320, rue St-Joseph, bureau 100, Québec (Québec) G1K 9E7
Adresse Web : <http://www.csq.qc.net>

Téléphone : (514) 356-8888
Téléphone : (418) 649-8888

Télocopie : (514) 356-9999
Télocopie : (418) 649-8800

Une marge de manœuvre et un budget fédéral qui sautent dans l'arène électorale

Rarement, les budgets de Québec et d'Ottawa n'auront soulevé autant de passions. La décision du ministre des Finances fédéral, monsieur Flaherty, de livrer son budget à une semaine du scrutin populaire au Québec a placé la guerre des chiffres et les niveaux de transferts fédéraux au cœur des discussions politiques. Dans le cadre de la présente campagne électorale, l'analyse de la conjoncture économique s'intéressera plus particulièrement aux impacts des finances publiques, des cadres financiers des formations en lice et du déséquilibre fiscal sur les positions des partis politiques.

Les finances publiques : « Répondez-moi ! Quelle est la marge de manœuvre du Québec ? »

Talonné par André Boisclair, Mario Dumont n'a pas réussi à émettre de réponse cohérente à cette question lors du débat télévisé. Monsieur Dumont a eu l'air d'un piètre candidat à la gestion de l'État. Mais, tout comme lui, une foule de gradués en économie de Concordia, de l'UQAM ou de l'Université de Montréal sont restés bouche bée devant la question. C'est que la réponse varie d'un expert à l'autre et selon les perspectives. Or, contrairement à Mario Dumont, ces gradués ne prétendent pas faire le ménage dans la gestion des finances publiques et faire des promesses réalistes (nous y reviendrons).

Au lendemain du débat, les chiffres se sont mis à débouler : François Legault du Parti québécois et le libéral Raymond Bachand estiment la marge de manœuvre au maximum à 800 millions de dollars par an. Gilles Taillon répond qu'il n'y en a pas, mais qu'avec « une opération de dégraissage de l'État québécois dans les 100 premiers jours du mandat », l'Action démocratique du Québec réussirait à en dégager une. Plus tard, Jean Charest affirmera qu'elle est effectivement inexistante. Examinons le dernier budget pour voir ce qu'il en est.

Le 19 février dernier, le ministre Audet présentait le dernier budget de sa carrière politique. Il s'agit d'un budget modeste, prudent et « sans déficit » qui, sans doute, ne survivra pas longtemps après les élections ou les annonces du fédéral. Dans ce budget, le ministre Audet émet des engagements de plus de 2,497 milliards pour l'année 2007-2008. Ce montant pourrait être interprété comme sa « marge de manœuvre », mais cette vision oublie de tenir compte de l'augmentation des coûts normaux de système qui sont évalués à plus de 1 milliard uniquement pour la santé.

Voici comment se déclinent ses principaux engagements :

- Dépenses de 2,075 milliards de dollars supplémentaires (+ 4 %) :
 - o 1,34 milliard en santé (+ 6 %) ;

- 566,5 millions de dollars supplémentaires pour l'éducation, les loisirs et les sports (+ 4,4 %) ;
- Autres ministères 164,8 millions (+ 1 %) :
 - Conseil du trésor (- 248 millions) : le Fonds de suppléance diminue à cause de la non-nécessité de mettre de l'argent de côté pour l'équité ;
 - Des Affaires municipales et des Régions (- 78 millions), à la suite de l'Entente sur le nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités ;
 - Conseil exécutif (+ 46,1 millions), particulièrement à cause du financement de la Stratégie d'action jeunesse ;
 - De la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (+ 75 millions), augmentation des éducatrices ;
- Allègements fiscaux et mesures budgétaires de l'ordre de 422 millions de dollars :
 - 122 millions de réductions d'impôt des particuliers (hausse des seuils de revenus + crédit d'impôt remboursable pour épargne-études, hausse du crédit d'impôt pour les revenus de retraite) ;
 - 92,5 millions pour les entreprises (majoration du crédit sur la taxe sur le capital).

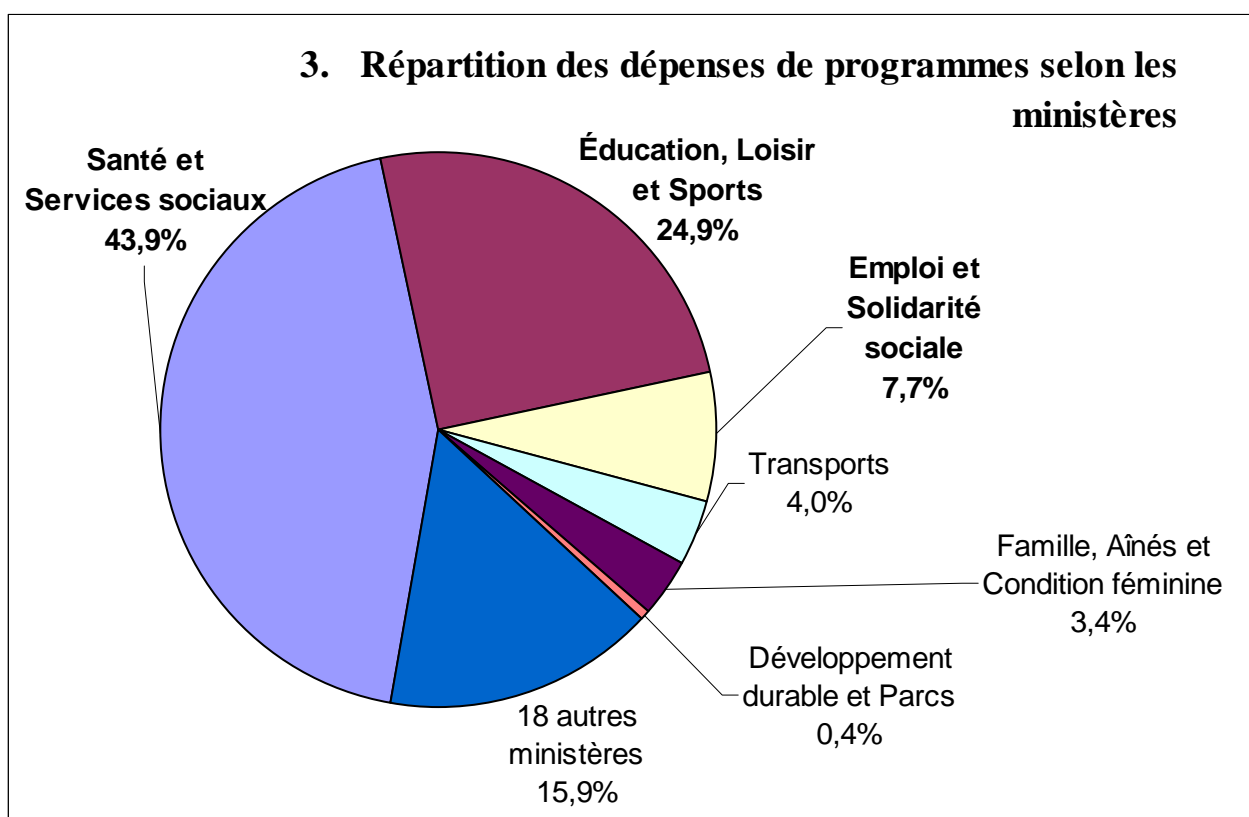
Par contre, bien que le ministre Audet prétende présenter un budget équilibré, la dette devrait augmenter de 3,5 milliards au cours de l'année 2007-2008. Cette contradiction provient de quelques subterfuges : 1,6 milliard de dollars de redevances des sociétés d'États sont comptabilisés en trop à titre « d'investissement » et les dépenses d'immobilisation sont empruntées et amorties sur une plus longue période (1,9 milliard). Aussi, le Ministre annonce un écart à résorber de 995 millions de dollars pour l'année 2008-2009. Pour plusieurs, cela révèle l'absence de « marge de manœuvre » réelle du Québec.

La manière la plus simple et la moins politique de déterminer la marge de manœuvre est d'émettre les hypothèses que les revenus de l'État augmentent au rythme de la croissance économique (2,4 % pour 2007) et que les dépenses suivent l'inflation (1,4 %). La différence constitue la marge de manœuvre pour le Québec. Cette estimation nous amène à près de 600 millions de dollars pour 2007-2008 (59,5 milliards X 1 %).

Il est important de noter que, sans les baisses d'impôt mises en place par les libéraux, la capacité du gouvernement du Québec de payer des services publics et des programmes sociaux serait de 1,7 milliard de dollars supplémentaires pour 2007-2008. Les finances publiques « serrées » du Québec sont donc en bonne partie le résultat de choix politiques.

Comme nous le montre le graphique 3, la santé, l'éducation et la solidarité sociale représentent toujours les principaux postes budgétaires du gouvernement.

De son côté, le service de la dette continue à décliner. Il atteignait 12,2 % en 2006 et devrait se maintenir à 12,3 % en 2007-2008. Ceci s'explique par la diminution naturelle du poids de la dette par rapport au PIB. Ce poids, qui avait atteint un niveau record de 52 % en 1997-1998, est maintenant à 43,1 %.



Engagements financiers des partis politiques

À la lumière de ce bilan de l'état des finances publiques du Québec, il devient intéressant d'analyser les promesses qu'avaient faites les différents partis politiques québécois avant le dévoilement du budget fédéral du 19 mars 2007. Seul le Parti libéral du Québec (PLQ), le Parti québécois (PQ) et Québec solidaire (QS) s'étaient avancés à chiffrer leurs propositions, l'Action démocratique du Québec (ADQ) s'étant uniquement prononcée sur une somme totale de 1,7 milliard lors du débat.

Première constatation, seul QS présente un cadre financier équilibré proposant autant de dépenses que de solutions pour augmenter les ressources de l'État. Il faut dire que l'ancêtre de ce parti avait essuyé de sévères critiques lors des dernières élections quant à sa tendance à dépenser sans compter. Cette fois, QS pêche sans doute par excès de zèle et nous présente le seul cadre financier au « déficit zéro ». Pour financer son programme de réinvestissements, QS entend augmenter les impôts des entreprises, réduire le plafond d'investissement pour les REER et augmenter le nombre de palliers d'imposition afin de faire payer encore plus les contribuables à revenus élevés.

Le PQ et le PLQ, pour leur part, présentent un programme de dépenses qu'ils souhaitent voir absorbées graduellement par la marge de manœuvre dégagée au fil du prochain mandat. Il faut dire que les engagements de 4,5 et de 3,5 milliards des deux partis se répartissent sur 5 ans. Aucun des deux partis n'entend livrer l'ensemble de ses promesses dès la première année. Ainsi, avec environ 600 ou 800 millions de surplus par année sur 5 ans, cela représente une possibilité d'environ 4 milliards de dollars supplémentaires pour soutenir leurs ambitions. Bien sûr, sans en glisser mot, chacun espérait un petit peu d'aide d'Ottawa pour soutenir le tout.

Bien que l'ADQ ait annoncé peu de chiffres à la veille du budget fédéral, ils sont suffisants pour soulever l'inquiétude. Des 1,7 milliard de dollars d'engagements globaux, l'ADQ a déjà réservé près de 875 millions pour son allocation familiale et son fonds d'efficacité énergétique. Ce qui reste est bien maigre pour assurer la pérennité de nos systèmes sociaux et, particulièrement, les systèmes de santé et d'éducation. Cette contradiction ne semble pas stopper Mario Dumont qui multiplie

Engagements financiers des partis politiques (en millions de dollars)

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PV
Santé	1 435	1 200		850	
Éducation	521	1 100		1 105	
Économie	2 773	700			
Environnement	6,4	112	400	345	
Régions	20	375	?		
Famille et solidarité sociale	223	60	875	585 1 265	
Culture	26			240	
Travail				1 850	
Nouvelles dépenses	4 525	3 547	1 700	6 240	
Nouveaux revenus	0	0	0	6 240	

les engagements dans l'ensemble des secteurs. Faut-il en conclure que l'ADQ entend financer ces autres engagements en réduisant massivement la fonction publique, l'aide sociale et les programmes sociaux ? Nous verrons plus tard si le cadre financier de l'ADQ, présenté au lendemain du budget Flaherty, résout cette énigme.

Finalement, ces cadres doivent être considérés avec beaucoup de recul puisqu'il s'agit, avant tout, d'hypothèses. Ils servent à nous indiquer, au-delà des belles paroles, quelles sont les véritables priorités des partis lorsqu'il s'agit de faire des choix d'allocation des ressources parmi les différentes priorités.

Un budget fédéral qui saute dans l'arène électorale

Étrange coïncidence ou calcul politique, le gouvernement Harper n'hésitera pas à utiliser son budget, déposé en plein cœur des élections provinciales au Québec, pour donner un coup de pouce à ses collègues apôtres d'un fédéralisme d'ouverture ou de l'autonomisme. L'importance stratégique de ce budget « historique » est dans sa prétention de venir régler définitivement le problème du déséquilibre fiscal dénoncé au Québec depuis plusieurs années. L'examen des chiffres de ce budget nous force à nuancer cette affirmation et à constater le caractère partiel, éventuel et non permanent de ce règlement.

Bref rappel de l'état du déséquilibre fiscal avant le budget du 19 mars 2007

Trois facteurs expliquent la croissance importante du déséquilibre entre les capacités financières des gouvernements provinciaux et celles du gouvernement fédéral à l'égard des responsabilités auxquelles chacun doit faire face :

- Réforme de la péréquation qui instaure un déséquilibre horizontal défavorisant particulièrement le Québec. Le calcul de la péréquation, en se basant sur la « norme des cinq » provinces qui exclut l'Alberta instaurée en 1982, vient réduire considérablement le niveau de capacité fiscale à partir duquel la péréquation est calculée. De plus, l'exclusion des ressources naturelles non renouvelables du calcul réduit aussi la moyenne en omettant de considérer les revenus du pétrole et du gaz. Cela défavorise le Québec dont les principales ressources énergétiques sont renouvelables. Le Québec étant le principal bénéficiaire de la péréquation, la diminution générale de la norme de calcul le pénalisait particulièrement. On estimait à près de 2 milliards le manque à gagner par année du Québec à ce chapitre. Il faut noter que le gouvernement Harper, qui avait mis sur pied une mesure temporaire, avait déjà annoncé au Québec que le versement pour 2007-2008 serait minimalement de 923 millions de plus que l'année précédente.

- De plus, puisque les provinces ont la responsabilité première de domaines clés comme la santé, l'éducation et l'aide sociale, leurs dépenses augmentent plus vite que leur capacité à puiser des revenus par les taxes et l'impôt. De l'autre côté, le gouvernement fédéral occupe des champs de compétences dont l'expansion est moins rapide que la croissance de ses revenus. Ce fait est au cœur même du déséquilibre fiscal.
- À cela s'ajoute qu'à partir de 1995, le gouvernement fédéral commence à « pelleter son déficit dans la cour des provinces » en réduisant massivement ses transferts pour la santé et les programmes sociaux. En 1997, le niveau des transferts aux provinces est de 33 % de moins que dans les années précédentes et il faudra attendre 2002 pour rattraper ce retard. Or, pour combler l'écart réel, les transferts ne doivent pas retourner au niveau de 1995, mais bien tenir compte de l'augmentation des coûts des programmes provinciaux. Il faut noter que l'entente sur la santé de 2004 rétablissait en bonne partie le niveau de contribution du gouvernement fédéral pour les programmes de santé. Par contre, les transferts pour l'éducation supérieure et les autres programmes sociaux accusaient toujours de sérieux retards.

On assiste donc, depuis les dernières années, à un gouvernement fédéral qui nage dans les surplus et en profite pour empiéter sur les champs de compétences provinciaux en distribuant des cadeaux aux provinces qui, à quelques exceptions, sont prises à la gorge et acceptent sans trop rechigner.

Combien ça vaut ?

L'estimation du niveau du déséquilibre fiscal dépend grandement de l'orientation politique qu'on veut lui donner et des conditions proposées. Les exigences les plus élevées proviennent du Parti québécois et du Bloc québécois qui estimaient le retard à combler à au moins 3,9 milliards de dollars pour 2007-2008 :

- 1,2 milliard de retard pour les transferts en matière d'éducation postsecondaire et de programmes sociaux (TCPS) ;
- 2 milliards pour la réforme de la péréquation ;
- 400 millions pour l'atteinte du 25 % des coûts de santé ;
- 270 millions ;a la suite de la fin de l'entente sur les services de gardes.

Budget Flaherty : un règlement final ?

En s'exclamant que le problème du déséquilibre fiscal était fini, le ministre Flaherty s'est sans doute emporté trop vite. De grands pas ont été et seront franchis en ce sens si le plan du gouvernement Harper se réalise. Par contre, plusieurs mesures n'arriveront que plus tard ; certains montants manquent toujours à l'appel et la mécanique sous-jacente au déséquilibre fiscal est loin d'avoir été résolue.

Réglons d'abord la bataille des chiffres. Mitrillés de toute part par des chiffres arrangés pour faire avancer une ligne politique ou une autre, la confusion s'est rapidement installée pour plusieurs sur le montant réel que recevrait le Québec en supplément pour 2007-2008. Certains parlaient de 2,3 milliards, d'autres de 900 millions. De son côté, le fédéral annonçait 3,4 de plus sur trois ans...

Transferts supplémentaires pour le Québec à la suite du budget Flaherty (en millions de dollars)		
	2007-2008	2008-2009
Péréquation	698	532
Éducation postsecondaire	-	192
Autres transferts pour programmes sociaux	7	-
Services de garde	58	58
Écofiducie	117	117
Infrastructures	25	25
Formation de la main-d'œuvre	-	120
Total des nouvelles mesures	905	1 044
<p style="text-align: center;">Augmentations de transferts à la suite des ententes précédentes déjà prévues au budget provincial de 2007-2008 (en millions de dollars)</p>		
Péréquation	923	
Santé	230	
Infrastructures	180	
Éducation postsecondaire	61	
Total déjà comptabilisé	1 394	

L'oxygène supplémentaire dont bénéficiera le gouvernement du Québec pour 2007-2008 est plus proche des 900 millions que des 2,3 milliards annoncés par certains. Comme nous le montre le tableau précédent, plus de 1 394 millions de transferts fédéraux avaient déjà été annoncés et résultaient pour la plupart d'ententes avec le gouvernement précédent. Par ailleurs, ces montants avaient déjà été budgétés par le ministre Audet en février dernier. Ces montants sont déjà consacrés et ne représentent en rien une marge de manœuvre supplémentaire.

Péréquation

Au chapitre de la péréquation, la proposition du gouvernement Harper constitue un compromis des plus acceptables. Il réinstaure des principes fixes et des objectifs afin de baser le calcul de la péréquation et pour en éviter la trop grande

imprévisibilité. D'abord, il reconnaît le principe d'élargir la norme de comparaison à l'ensemble des 10 provinces (demandé par le rapport Séguin et le Conseil de la fédération). Il adopte la recommandation du rapport O' Brian d'accroître la prévisibilité des calculs en les basant sur une moyenne pondérée de trois années antérieures et non sur des estimations variables des années en cours. Enfin, il inclut dans le calcul de la capacité fiscale 50 % des ressources naturelles non renouvelables. Le Québec demandait l'inclusion totale de ces ressources. Par contre, ce compromis assure de ne pas trop mécontenter les provinces maritimes et des plaines. Ces dernières craignaient de voir tous les gains liés à l'émergence de leurs industries énergétiques annulés par les pertes de péréquation. Ottawa va même plus loin que ce compromis pour plaire à tous. Il offre à ces provinces de choisir le montant le plus élevé entre la nouvelle norme de 50 % et l'ancienne mesure.

Transferts pour l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux

Le gouvernement Harper s'engage à majorer de 687 millions le TCPS en 2007-2008 et de 1 250 millions supplémentaires l'année suivante. Par la suite, il assure la progression constante de ces transferts à un taux de 3 % par année jusqu'à 2013. Ce rattrapage demeure insuffisant pour combler le manque à gagner en éducation postsecondaire et dans les autres programmes sociaux. Le calcul des transferts aux provinces sera dorénavant proportionnel à la population de chaque province. De plus, subtilement, sous prétexte d'assurer la « transparence » dans l'utilisation de ses transferts, le gouvernement fédéral vient s'immiscer dans les choix politiques provinciaux en prédéterminant la part du TPSC qui devra être allouée à chaque grande composante touchée (éducation postsecondaire, soutien aux enfants et programmes sociaux). Ainsi, nous apprenons qu'aucune nouvelle ressource ne sera investie en éducation postsecondaire pour cette année et que nous devons attendre 2008-2009 pour recevoir un maigre 192 millions de plus. Nous sommes loin du 1,2 milliard réclamé par l'ensemble des acteurs du milieu de l'éducation.

Donc, nous avons obtenu la prévisibilité, mais pas de réajustement complet.

Pour embellir le tout, le gouvernement Harper ajoute dans la manne des montants pour les infrastructures et pour l'écofiducie qui ne font pas proprement partie du déséquilibre fiscal (25 et 117 millions).

Transfert d'espace fiscal

Une des pistes de solution réclamée par le Québec depuis bien longtemps est d'obtenir que le fédéral se retire de certains champs de taxation afin de permettre au Québec de les récupérer. Cela garantirait l'autonomie du financement des programmes et aux provinces, de quémander au fédéral un réajustement des transferts à mesure que croissent les besoins. Sur ce plan, aucun progrès n'a été réalisé. Bien que les montants des transferts de santé et de programmes sociaux

soient garantis par des ententes et le budget Flaherty jusqu'en 2013, les provinces demeurent toujours à la merci du bon vouloir d'Ottawa ou des changements de parti au pouvoir.

Ces trois éléments nous mènent à la conclusion que le règlement du déséquilibre fiscal présenté lundi est partiel, éventuel et non permanent.

Autres mesures du budget fédéral

Nageant dans les surplus à quelques mois (ou semaines) d'élections potentielles, il est clair que le gouvernement Harper n'allait pas se gêner d'offrir des cadeaux à gauche et à droite. Plusieurs observateurs ont même qualifié ce budget de véritable « budget libéral » tant il est dépensier.

Voici quelques mesures à considérer selon l'importance de leur impact sur le budget :

- Réduction d'impôt aux particuliers (1,9 milliards) :
 - Crédit d'impôt de 1 000 \$ par enfant ;
 - Allègement fiscal maximum de 209 \$ pour un conjoint qui ne travaille pas.
- Prestation fiscale pour revenu gagné pour les travailleurs pauvres allant jusqu'à 500 \$ pour les individus et de 1 000 \$ pour les couples (550 millions).

Difficile de dénoncer des mesures qui visent la famille et les pauvres. Par contre, il faut reconnaître que ces mesures sont mal ciblées. D'une part, le crédit d'impôt pour les enfants qui rapportera au maximum 310 \$ par enfant ne touchera pas les familles ayant des revenus de moins de 30 000 \$, car il ne s'agit pas d'un crédit d'impôt remboursable. De son côté, le 500 \$ de prime au travail représente un gros 25 cents de l'heure de plus. En attendant une hausse substantielle du salaire minimum, cette mesure représente avant tout une forme de subvention au *cheap labor*. Faute de mieux, cette mesure ne peut qu'être acceptée pour aider les travailleuses et les travailleurs pauvres.

- Aide fiscale au secteur manufacturier (755 millions) :
 - Sous forme d'incitation à l'investissement par une déduction à l'amortissement accéléré des nouveaux achats d'équipement et de technologies.
- 337 millions en santé qui iront majoritairement cette année à un programme d'immunisation contre le cancer du col de l'utérus, la poursuite de

l'implantation des technologies de l'information dans le réseau (Inforoute de la santé) et pour une fiducie aidant les provinces à garantir des délais d'attente raisonnables.

- Investissement dans la recherche et le développement par la création de centres d'excellence en commercialisation et recherche, l'augmentation des bourses d'excellence et autres (377 millions).
- L'environnement récolte près de 302 millions en supplément de l'Écofiducie. Les engagements les plus spectaculaires sont la remise à l'achat de 1 000 \$ d'un véhicule écoénergétique et l'écoprélèvement de 1 000 à 4 000 \$ pour les véhicules énergivores. Une grande proportion des sommes nettes allouées ira pour développer une stratégie des carburants renouvelables.
- Poursuite du plan de réinvestissement dans les forces armées canadiennes « Le Canada d'abord » (264 millions).

Finalement, 9 milliards de dollars iront directement au remboursement de la dette.

Déjà, au lendemain du budget Flaherty, les principaux partis du Québec ont relancé leur « machine à promesses » et ont affirmé à quelles priorités ils consacreront les centaines de millions de dollars qu'Ottawa vient d'allouer au Québec. Nous examinerons ces engagements dans une section qui suivra.

Réorientation des cadres financiers des partis à la suite au budget fédéral

Dès le lendemain du budget, après avoir clamé victoire dans le dossier du déséquilibre fiscal, le PLQ annonçait son intention quant aux 900 millions de dollars obtenus en supplément du fédéral. La réaction du PLQ n'est en rien étonnante en ce sens qu'elle met en évidence la véritable priorité des libéraux, celle qui ressortait déjà du cadre financier et qui fait l'objet de promesses depuis l'élection de 2003 : la réduction des impôts.

Avec l'engagement de consacrer l'ensemble des 700 millions issus de la bonification du régime de péréquation, le PLQ porte à 2 700 millions de dollars ses engagements de baisses d'impôt. Il s'agit d'une trahison de l'esprit même de la péréquation qui a été établie en 1957 afin d'assurer aux provinces moins nanties les moyens de fournir, à leurs citoyennes et citoyens, des services publics et des programmes sociaux de qualité. De plus, la méthode proposée de réduction des impôts qui se fera par augmentation des seuils des tables d'imposition n'apportera rien aux travailleurs gagnants moins de 30 000 \$.

Le plus inquiétant dans cette réaction est le message qu'elle envoie à Ottawa. Le déséquilibre fiscal est basé sur le fait que les provinces disposent d'insuffisamment d'espace fiscal pour leurs énormes responsabilités contrairement à Ottawa qui baigne dans les surplus. Reconnaisant partiellement ce fait, le gouvernement

Harper nous a envoyé des ressources supplémentaires. Charest décide de consacrer ces ressources pour réduire encore plus l'espace fiscal de la province. Conclusion qu'Ottawa pourra tirer... pas de besoin réel d'argent à Québec et j'aurais dû donner moi-même ces réductions d'impôt.

Engagements financiers des partis politiques (en millions de dollars)
À LA SUITE DU BUDGET FÉDÉRAL

	PLQ	PQ	ADQ	QS	PV
Santé	1 435	1 200	145	850	
Éducation	521	1 100	180	1 105	
Économie	2 773 + 700 = 3473 dont 2700 de baisses d'impôts	700	150		
Environnement	6,4	112	400 +30	345	
Régions	20	375	138		
Famille et solidarité sociale	223	60	875 + 112	585 1 265	
Culture	26		20	240	
Travail				1 850	
Nouvelles dépenses	5 225	3 547	1 710	6 240	
Nouveaux revenus	0	0	1 710	6 240	

Le cadre financier de l'ADQ : faut-il en rire ou faut-il trembler ?

Attendu depuis le début de la campagne électorale, le cadre financier de l'ADQ a enfin été déposé au lendemain du budget Flaherty. Comme l'invité en retard qu'on attend avec de grandes attentes, le budget de l'ADQ a soulevé de vives réactions : plusieurs ont écroulés de rire devant le ridicule du document, d'autres ont eu quelques sueurs froides devant ce feuillet imbibé d'un néolibéralisme pur.

Notons d'abord que l'ADQ a dispersé, au cours de la campagne, plus d'une cinquantaine de propositions et qu'à une semaine des élections, elle nous annonce que seulement 17 bénéficieront de ressources pour leur réalisation.

Première constatation : la moitié de son budget est allouée aux mesures pour les familles qui soudainement, toujours estimées à 875 millions de dollars,

comprennent non seulement l'allocation pour enfant, mais aussi le bébé bonus et plusieurs autres mesures liées à la famille.

Deuxième constat : il ne reste plus beaucoup de marge de manœuvre pour les autres priorités. La santé recevra un « mirobolant » 175 millions de dollars, afin de financer les cliniques sans rendez-vous et les coops de santé. Rien n'est prévu pour assurer l'augmentation des effectifs de médecins et d'infirmiers. Est-ce que cela signifie aussi que la stratégie pour garantir des délais raisonnables en impliquant le privé en santé, qu'il a proposée tout au long de la campagne, dépendra entièrement d'un financement privé ?

L'éducation se voit attribuer 180 millions de dollars qui serviront à bonifier les bourses d'études, à réorienter la réforme et à assurer une aide au devoir. Pour comble d'insulte, il inscrit, dès la première année de son cadre financier, des économies de 150 millions de dollars à la suite de la « restructuration de l'enseignement primaire et secondaire ». Comme si l'abolition des commissions scolaires se mettra en place bénévolement par l'ensemble des acteurs du milieu... Rien n'est prévu pour l'éducation postsecondaire, c'est donc dire que le réinvestissement dans les cégeps et les universités incombera entièrement aux étudiants par la hausse de leurs frais de scolarité.

En environnement, la promesse d'un fonds d'efficacité énergétique de 400 millions de dollars ne fait l'objet d'aucune mention et est remplacée par un maigre 30 millions pour l'assainissement des rivières. Étrange, car il s'agissait, selon plusieurs analystes et groupes écologiques, d'une des meilleures idées mises de l'avant par l'ADQ.

L'ADQ réserve 150 millions de dollars pour offrir aux entreprises des crédits fiscaux à l'investissement. Elle prévoit par contre aller chercher 300 millions en réduisant les subventions aux entreprises à l'exception de la recherche et du développement. Ici, la réflexion sur une politique cohérente d'aide au secteur manufacturier semble faire défaut et de manière encore plus prononcée que chez les autres partis.

L'ADQ proposait d'utiliser le quart des redevances d'Hydro-Québec pour financer des fonds de développement régionaux. Cette idée semble être remplacée par une aide directe de 138 millions de dollars pour les régions.

La rubrique « famille et solidarité sociale » fait l'objet d'une attention particulière par l'annonce d'une série de petits budgets pour une foule de petites mesures : 52 millions pour la bonification des prestations d'aide sociale pour les personnes inaptes au travail. Cette générosité sera financée à même les économies générées, espère Mario Dumont, par le retour au travail de 25 000 assistés sociaux aptes au travail dès la première année (175 millions d'économies). Il ajoute 20 millions pour le soutien à l'économie sociale lié à l'employabilité. Un autre 20 millions pour les aidants naturels et pour les victimes d'actes criminels.

Un budget qui se veut rigoureux

Pour nous rassurer sur leurs capacités de gérer l'État, Mario Dumont et son équipe ont tenu à nous présenter un budget équilibré. Leur document explique-t-il de quelle manière ils comptent trouver les 1,7 milliard de dollars nécessaires pour financer leurs promesses ?

Ils comptent réduire de 1 % la croissance des dépenses du gouvernement en entreprenant « dans les 100 premiers jours » de leur mandat un véritable ménage de la fonction publique et des programmes sociaux. Là où les libéraux auraient échoué avec leur réingénierie, l'ADQ accomplirait un véritable travail ! L'ADQ compte réaliser 560 millions de dollars d'économie par cette opération. Il faut craindre ici son mutisme face aux programmes, aux ministères et aux services publics qu'il entend cibler.

Un autre élément révèle l'aspect ridicule du plan financier de l'ADQ. Ils ont attendu le budget fédéral pour faire leurs annonces, mais finalement peu de ce cadre financier est tributaire de ce budget. Outre, les 500 millions de transferts fédéraux supplémentaires qui apparaissent dans leur colonne des gains, le reste aurait pu être publié depuis longtemps. Ce manque de précision laisse place à un mépris du public, à la fin du document, lorsqu'ils nous annoncent qu'ils consacreront le reste des transferts supplémentaires au gré de leurs humeurs en santé, en éducation, en infrastructure et en environnement.

Deux conclusions ressortent de l'analyse du cadre financier de l'ADQ. D'abord, il s'agit d'un travail d'amateur. Ensuite, il faut prendre note des intentions qu'il révèle, soit la volonté de sabrer dans l'État et le refus de réinvestir sérieusement dans les services publics.

Le PQ garde le cap

Face à la marge de manœuvre supplémentaire pour le Québec obtenue lors du budget Flaherty, le PQ a simplement annoncé qu'il ne modifierait pas ses engagements. Il dit conserver ces montants pour combler le manque à gagner de 900 millions annoncés par les libéraux pour l'année 2008-2009.

Québec solidaire n'a, à ce jour, pas fait d'annonce sur ce sujet.

L'économie

L'ascension de l'économie semble derrière nous. Comme dans une montagne russe, plusieurs signes nous indiquent l'imminence d'une descente : nous avons perdu de vue les premiers wagons et des cris s'élèvent à l'avant. Mais qu'avons-nous devant nous : un précipice, une pente douce ou un faux plat ?

Malgré plusieurs indicateurs qui, normalement, annonceraient un ralentissement, les analystes nous font savoir qu'une croissance modeste reste possible et cela, tant sur le plan de l'économie mondiale, des États-Unis, du Canada ou de celle du Québec.

Économie mondiale : croissance inébranlable malgré certains chocs

La secousse a été brutale et aurait pu entraîner une chute incroyable. Le 27 février dernier, un choc boursier tel qu'on n'en avait pas vu depuis plusieurs années (chute de 10 % à la bourse de Shanghai, de 3,4 % du Dow Jones et de 2,6 % de celle de Toronto) est venu ébranler les marchés financiers à la grandeur de la planète. Pourtant, dès les jours suivants, l'activité boursière est revenue à la normale, oubliant rapidement ce rajustement lié à l'annonce des autorités chinoises d'exercer un meilleur contrôle sur les activités financières des entreprises en bourse.

Si l'écroulement n'a pas eu lieu, c'est parce que, comme le disent les analystes, « les fondamentaux » de l'économie mondiale et chinoise sont bons. L'expansion de l'Asie se poursuit, avec la Chine et l'Inde qui roulent toujours à bon train (croissance respective d'un peu plus de 10 % et 7 % pour 2006 et 2007). L'Europe confirme son orientation vers la croissance. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que son produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2,8 % en 2006 et prévoit une hausse de 2,2 % en 2007, ce qui est nettement supérieur à la moyenne de 1,3 % des cinq dernières années. L'ensemble des pays de l'OCDE a connu une croissance de 3,2 % et annonce un léger ralentissement pour 2007 avec une augmentation du PIB global de 2,5 %. Pour l'OCDE, il ne s'agirait que d'un plateau, car elle prévoit, pour 2008, une légère ascension à 2,7 %.

États-Unis : essoufflement, mais pas de crise

Sur la banquette arrière, l'ancien conducteur du train Al Greenspan alerte les passagers : le marché immobilier risque de tomber, la demande des ménages s'essouffle et la hausse de prix de l'énergie risque de pousser l'inflation... il y a une chance sur trois qu'il y ait récession aux États-Unis. Il est vrai que depuis un an, les mises en chantier ont diminué de 20 % et que les ventes et les prix ont reculé aussi. Par contre, les prix de l'énergie n'atteignent pas les sommets déjà connus, la Banque fédérale américaine maintient ses taux d'intérêt stables, le fort taux d'emploi se maintient et les exportations américaines donnent de la vigueur à l'économie. Certes, il y a un ralentissement de l'économie américaine. On annonce une révision à la baisse de la croissance qu'on prédisait à 3,2 % pour 2006 et les prévisions sont de 2,4 % pour 2007. Sans rejoindre le 3,5 % de 2005, on annonce déjà un retour à la hausse pour 2008 avec une croissance de 2,7 %. Par prudence, il ne faut pas ignorer un possible revirement de situation. Si les prix gonflent plus que cela a été prévu, la Réserve fédérale des États-Unis (FED) pourrait décider de resserrer son taux directeur, sacrifiant ainsi la croissance au nom du contrôle de

l'inflation et faisant fi de la menace posée par les difficultés du secteur des prêts hypothécaires à risque.

Canada : l'Alberta continue de tirer l'économie vers le haut

Les difficultés du secteur manufacturier affectent grandement les performances des provinces du « cœur économique » canadien. Le Québec et l'Ontario affichent pour 2006 une modeste croissance de 1,7 % et 1,4 %. Propulsée par l'explosion de l'industrie des sables bitumineux, l'Alberta devient la nouvelle locomotive de l'économie canadienne. Ses résultats dépassent les 6 % d'augmentation de son PIB pour 2006. Au total, le PIB réel du Canada a augmenté de 2,7 % en 2006, ce qui constitue un léger ralentissement par rapport à 2005.

La croissance du PIB réel en 2006 s'explique en bonne partie par la progression de 4,1 % des dépenses de consommation, ce qui est le meilleur résultat observé depuis 1997. Si les investissements résidentiels sont en baisse, c'est ceux des entreprises en bâtiments non résidentiels, particulièrement dans les ouvrages de génie (concentrés principalement dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz non conventionnelle), qui en portent la croissance. Ceux des compagnies machinerie et matériel (ordinateurs, logiciels, télécommunications, camions et machinerie industrielle) ont progressé de 8 %.

Un des facteurs importants qui a contribué à la faible croissance est l'augmentation plus rapide des importations que celle des exportations (+ 5,2 % contre 1,3 %). Statistique Canada explique ce bilan négatif par « le fléchissement de la demande de produits de la forêt et de produits automobiles aux États-Unis ».

En général, les profits des sociétés ont connu une « modeste » augmentation de 5,7 % en 2006, ce qui est inférieur aux taux de plus de 10 % en 2004 et en 2005. Cela n'a pas empêché les banques de battre le record. Ensemble elles ont dégagé des profits nets records de 19 milliards de dollars en 2006, soit 58 % de plus qu'en 2005 (Banque Royale : 4,7 milliards, Banque Toronto-Dominion : 4,6 milliards, Banque Scotia : 3,5 milliards, BMO Groupe Financier : 2,663 milliards et Banque Nationale : 871 millions). Pas surprenant que le débat sur les frais de service ait récemment été soulevé à Ottawa...

À l'avant, la progression économique du Canada devrait rester faible pour 2007, mais reprendre de la vigueur d'ici 2008. L'ensemble des observateurs prévoit une croissance autour de 2,4 pour 2007 et de 3,1 pour 2008. Ces chiffres dépendent, bien sûr, de la vigueur de l'économie américaine dans les mois à venir. Il faudra, par contre, surveiller le taux d'occupation industrielle qui est descendu à son plus faible taux en trois ans (82,5 %) et s'assurer que la croissance de l'emploi et le retour à la croissance des exportations connus au début de l'année se maintiennent.

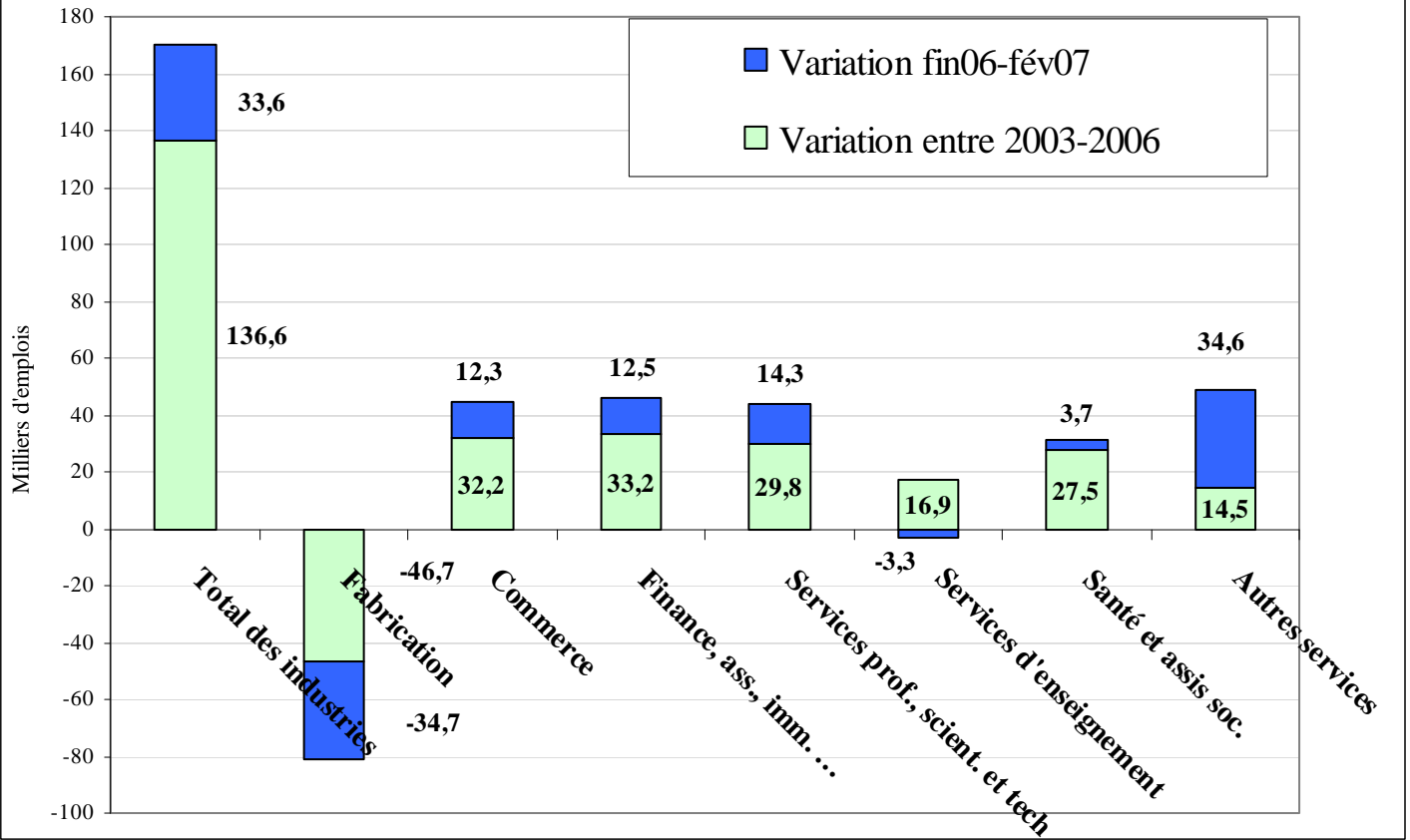
Québec : faible croissance et crise de l'emploi manufacturier

Globalement, les résultats économiques du Québec sont peu reluisants, mais affichent tout de même des gains. La croissance du PIB pour 2006 est de 1,5 %. Elle devrait ralentir à 1 % en 2007 et reprendre de la vigueur en 2008 avec une augmentation prévue du PIB de 2,3 %, selon Desjardins. En arrière-plan, se dessine la crise du secteur manufacturier. Entre 2003 et la fin de 2006, plus de 46 700 emplois du secteur de la fabrication ont disparu. La dernière annonce de Statistique Canada au début du mois ajoutait à ce bilan 34 700 autres pertes d'emploi. Bien que volatile, cette dernière donnée soulève beaucoup d'inquiétudes. Victimes de la concurrence internationale et de la hausse du dollar canadien, les industries du vêtement, du textile, du meuble et des produits forestiers sont les plus touchées par cette crise. D'autres, comme les produits chimiques ou la fabrication des métaux primaires (aluminium et cuivre), connaissent une croissance. Le résultat net est pourtant négatif. Comment le Québec réussira-t-il à redonner de la vigueur à son secteur manufacturier qui constitue la locomotive de l'économie de la province ? Cette question cruciale ne semble pas faire partie des priorités des différentes formations politiques et reste étrangement absente du débat politique.

L'emploi

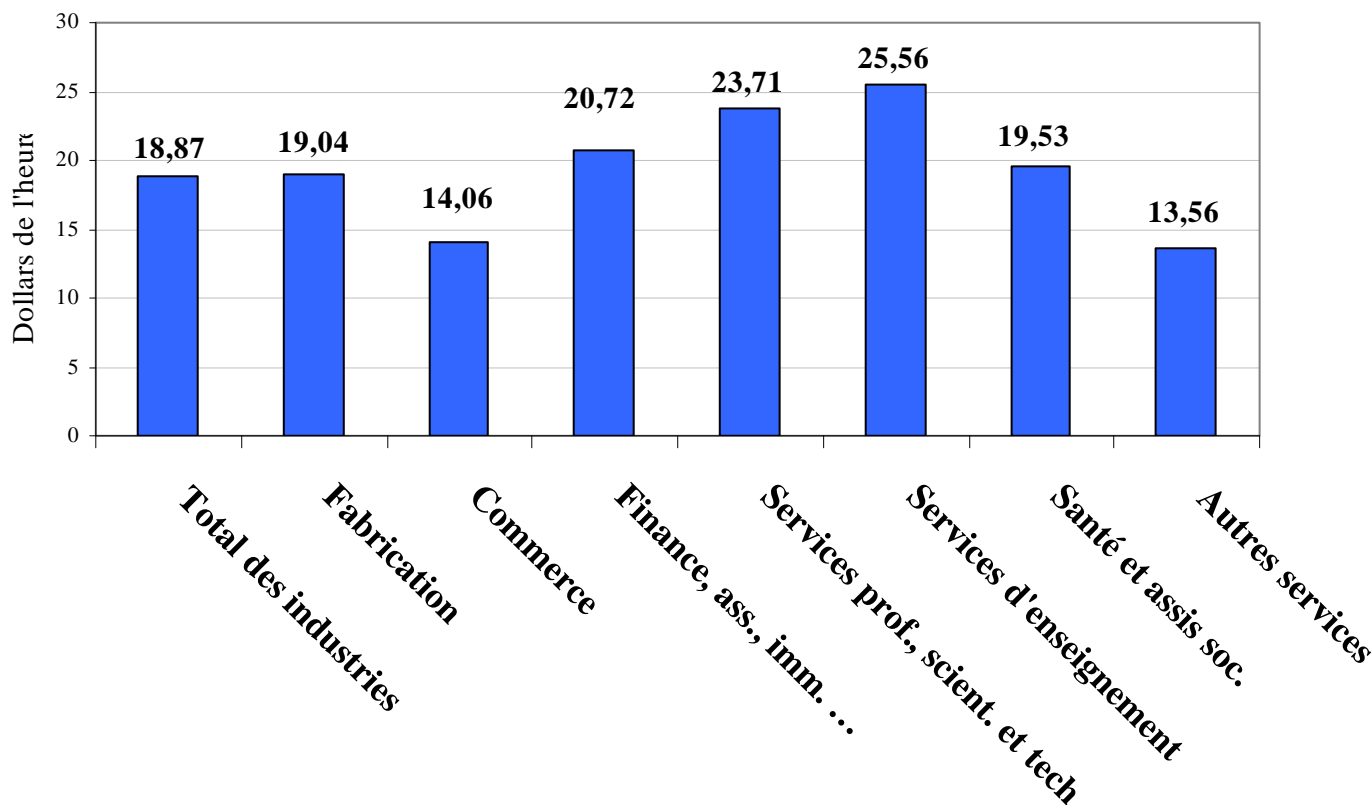
Le déclin important de l'emploi manufacturier inquiète avec raison. Ce secteur représentait, en 2003, plus de 17 % de l'emploi total au Québec. Au regard des dernières annonces, il ne compte plus que pour 14,7 % des emplois. Par contre, si l'on regarde l'ensemble du marché du travail québécois, les nouvelles sont assez bonnes. Depuis 2003, l'emploi total a progressé de 4,7 %, ce qui représente une création nette de 170 000 emplois jusqu'à février 2007, les secteurs les plus vigoureux étant les finances, l'assurance, l'immobilier, le commerce et les services professionnels et techniques avec respectivement 47 700, 44 500 et 44 100 nouveaux emplois. Les divers services ont beaucoup progressé aussi dans les derniers deux mois, particulièrement sur le plan de l'hébergement et de la restauration.

1. Création d'emplois au Québec depuis 2003 selon les secteurs économiques



Ce transfert d'emploi du secteur manufacturier vers le secteur des services soulève les questions du maintien de la qualité des emplois et de l'effet structurant de ces emplois. Le passage d'un emploi manufacturier à un emploi dans l'industrie des services signifie souvent une baisse importante de salaire et une plus grande précarité, ce qui est effectivement vrai pour le secteur du commerce et des autres services (hébergement et restauration au premier plan), comme nous le montre le tableau 2. Par contre, il faut noter qu'un bon nombre d'emplois créés dans les secteurs des services financiers, professionnels et techniques offrent en moyenne une rémunération plus élevée que ceux du secteur manufacturier.

2. Salaires horaires moyens des employés selon les secteurs économiques



Cette constatation ne doit en aucun cas faire taire l'alarme que font sonner les acteurs du secteur manufacturier, car l'effet de ce dernier demeure essentiel pour le développement de l'emploi en région, la création de richesses et la croissance des exportations du Québec.

L'inflation

L'inflation reste modeste au Canada et au Québec. La Banque du Canada a d'ailleurs maintenu son taux directeur à 4,35 % au début du mois, confirmant ainsi l'éloignement des craintes d'inflation. La croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été de 1,2 % entre janvier 2006 et janvier 2007 pour le Canada et de 0,6 % pour le Québec. Février a, pour sa part, amené une accélération de l'inflation avec une croissance de l'IPC de 0,7 % uniquement pour ce mois. L'augmentation du prix de l'essence compte pour beaucoup dans ce soubresaut, mais le reste des composantes de l'IPC a aussi connu une forte progression pendant ce mois. C'est bien sûr l'Alberta qui tire vers le haut avec une inflation annuelle de 3,9 %.

Certes, ce ne sont pas les augmentations de salaire que les Québécoises et les Québécois obtiendront en 2007 qui stimuleront l'inflation. L'augmentation moyenne des salaires des salariés syndiqués sera de 2,4 % dans le secteur privé, de 2,9 % pour la fonction publique fédérale et, nous le savons bien, de 2 % dans le secteur public québécois.

Déficit commercial important

Il faut remonter à la récession de 1991 pour noter un déficit commercial aussi important que celui qu'a connu le Québec en 2006. Près de 10 milliards de dollars séparent ses importations du résultat de ses exportations. Le Québec a réalisé des exportations internationales de 70,5 milliards de dollars, un modeste gain de 0,5 % par rapport à 2005 et, à l'opposé, a vu bondir ses importations de 4,7 % pour atteindre 80,4 milliards. Un tel résultat inquiète étant donné qu'aucun ralentissement mondial majeur ne peut l'excuser. Cette tendance dépendra de l'évolution du dollar canadien et de la croissance de la place des exportations chinoises aux États-Unis.

En conclusion, tant sur le plan mondial que nord-américain ou québécois, les experts se font rassurants et n'annoncent qu'un petit plateau avant que les différents wagons ne reprennent leur lente ascension. Espérons que l'économie réelle, qui est souvent capricieuse, ne se jouera pas encore des prédictions et n'empruntera pas la voie de service que certains analystes pessimistes annoncent. Par prudence, la hausse du niveau d'inflation, les exportations et les pertes d'emplois dans le secteur manufacturier doivent être maintenues dans notre radar.